



Distribution: générale

Date: 6 juin 2017

Original: anglais

Point 8 de l'ordre du jour

WFP/EB.A/2017/8-A/3

Questions opérationnelles

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>)

Plan stratégique de pays — Mozambique (2017–2021)

Durée	1 ^{er} juillet 2017–31 décembre 2021
Coût total pour le PAM	167 656 459 dollars É.-U.
Marqueur de l'égalité hommes-femmes et de l'âge*	2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>.

Résumé

Le Mozambique a atteint certaines des cibles fixées au titre du premier objectif du Millénaire pour le développement en matière de réduction de la faim, mais des défis restent à relever concernant l'objectif de développement durable 2, eu égard en particulier aux taux de malnutrition chronique et à la vulnérabilité face aux catastrophes naturelles, qui sont parmi les plus élevés au monde.

Le plan stratégique du PAM pour le pays (2017–2021) tient compte des conclusions de l'examen stratégique Faim zéro, des enseignements tirés et des consultations menées avec les parties prenantes. Il met l'accent sur les points forts du PAM qui confèrent une valeur ajoutée au programme national de lutte contre la faim et donne la priorité à l'appui apporté aux institutions et aux programmes gouvernementaux, même lorsque le PAM joue un rôle opérationnel. Le PAM maintiendra sa capacité à apporter une assistance humanitaire, tout en favorisant la résilience à long terme, et il s'attachera à remédier aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. L'ensemble du portefeuille d'activités sera abordé sous l'angle de la problématique hommes-femmes et de la nutrition. Ce plan visera à obtenir les effets directs stratégiques suivants:

- i) Les ménages vivant dans des zones du Mozambique touchées par l'insécurité alimentaire peuvent avoir accès à des aliments nutritifs en quantité suffisante pendant toute l'année, y compris en période de crise.
- ii) Les personnes touchées par un choc au Mozambique peuvent subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant une crise et immédiatement après.

Coordonnateurs responsables:

M. C. Nikoi
Directeur régional
Afrique australe
courriel: chris.nikoi@wfp.org

Mme K. Manente
Directrice de pays
courriel: karin.manente@wfp.org

- iii) Les enfants qui vivent dans des zones touchées par l'insécurité alimentaire chronique ont accès à des aliments nutritifs pendant toute l'année.
- iv) D'ici à 2021, l'état nutritionnel des personnes ciblées dans les zones prioritaires du Mozambique s'améliore en conformité avec les objectifs nationaux.
- v) D'ici à 2021, les moyens d'existence des petits exploitants ciblés dans le nord et le centre du Mozambique s'améliorent.
- vi) Le travail des partenaires de l'action humanitaire et du développement au Mozambique est facilité de manière fiable grâce à des compétences spécialisées et à des services efficaces et efficients liés à la chaîne d'approvisionnement et aux technologies de l'information et des communications.

Les principaux partenaires du PAM sont le Gouvernement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Fonds des Nations Unies pour la population, ONU-Femmes et des organisations non gouvernementales.

Le plan stratégique de pays concorde avec le programme du Gouvernement Vision 2025 et avec son Plan quinquennal pour 2015–2019, qui sont intégrés au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement au Mozambique (2017–2020), et il contribue à l'obtention des résultats stratégiques 1, 2, 3 et 8 du Plan stratégique du PAM pour 2017–2021.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Mozambique (2017–2021) (WFP/EB.A/2017/8-A/3), pour un coût total pour le PAM de 167,7 millions de dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Le Mozambique est un pays à faible revenu et à déficit vivrier¹ qui compte une population de 28 millions de personnes, en majeure partie rurale. Il est classé 181^{ème} sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2016, 104^{ème} sur 118 pays selon l'indice de la faim dans le monde de 2016 et 139^{ème} sur 157 pays selon l'indice d'inégalité de genre de 2015.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

2. Le Mozambique a atteint certaines des cibles fixées au titre du premier objectif du Millénaire pour le développement en matière de réduction de la faim², mais, pour ce qui est des cibles fixées au titre de l'objectif de développement durable (ODD) 2, d'importants défis restent à relever.
3. *Accès à la nourriture.* Le manque de moyens économiques reste un obstacle majeur. En 2010³, 80 pour cent de la population n'avaient pas les moyens de se nourrir correctement, et 46 pour cent vivaient au-dessous du seuil de pauvreté⁴. S'agissant des ménages dirigés par une femme, 63 pour cent sont pauvres – contre 52 pour cent des ménages dirigés par un homme⁵ – et risquent de souffrir d'insécurité alimentaire et d'adopter des stratégies de survie préjudiciables⁶. Les filets de sécurité nationaux ne permettent pas encore aux personnes les plus vulnérables de se nourrir correctement. La vulnérabilité face aux chocs climatiques entrave également l'accès aux aliments. En outre, le Mozambique accueille des demandeurs d'asile et des réfugiés de longue date⁷.
4. L'insécurité alimentaire touche 50 pour cent des ménages, dont 24 pour cent de manière chronique⁸, tandis que 25 pour cent sont exposés à l'insécurité alimentaire aiguë au moins une fois par an⁹.
5. *Fin de la malnutrition.* La malnutrition chronique (retard de croissance) touche 43 pour cent des enfants de moins de 5 ans – un niveau considéré comme très grave¹⁰; les taux de retard de croissance sont nettement plus élevés dans les provinces du Nord, atteignant 55 pour cent dans la province de Nampula, contre 23 pour cent dans celle de Maputo, et les progrès réalisés récemment sont limités. Le taux de malnutrition aiguë (émaciation) est passé de 4 pour cent en 2008¹¹ à 6 pour cent en 2011¹⁰, avec des pics au niveau régional pendant les chocs climatiques¹².
6. L'anémie touche 70 pour cent des enfants de moins de 5 ans et 55 pour cent des femmes en âge de procréer^{10, 13}. Les carences en vitamine A chez les enfants de moins de 5 ans et en fer chez les enfants de moins de 2 ans touchent toutes les deux 69 pour cent des enfants, tandis que 68 pour cent des enfants âgés de 6 à 12 ans souffrent de carences en iode.

¹ <http://www.fao.org/countryprofiles/lifdc/fr/>.

² Réduire de moitié l'insécurité alimentaire et la sous-alimentation chroniques.

³ PAM. 2010. *Cost of Diet in Mozambique*. Maputo.

⁴ Ministère de l'économie et des finances. 2015. *Enquête sur le budget des ménages, 2014/15*. Maputo.

⁵ Chr. Michelsen Institute. 2009. *Monitoring and Evaluating Mozambique's Poverty Reduction Strategy, 2006-2008*. Bergen.

⁶ PAM. 2016. *Mozambique Trend Analysis. Key Food Security and Nutrition Indicators*. Rome.

⁷ On compte 14 800 demandeurs d'asile, qui viennent pour la plupart du Burundi, de la République démocratique du Congo, du Rwanda et de la Somalie. Sur ce total, 11 000 vivent dans le camp de Maratane, dans la province de Nampula.

⁸ Secrétariat technique chargé de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. 2013. *Étude de référence sur la sécurité alimentaire et la nutrition*. Maputo.

⁹ PAM. 2009. *Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis*. Maputo.

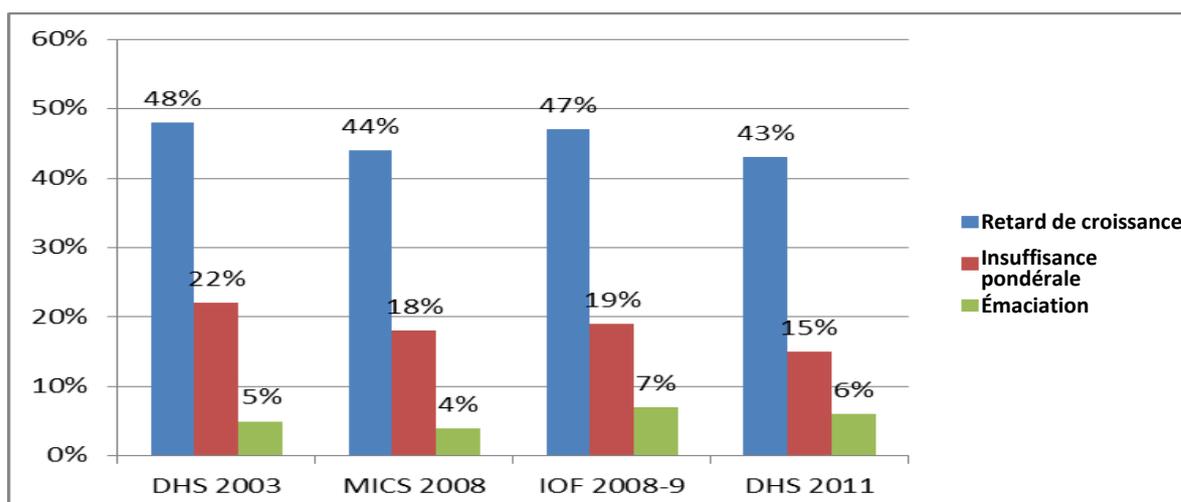
¹⁰ Institut national de statistique. Ministère de la santé. 2013. *Enquête démographique et sanitaire 2011*. Maputo.

¹¹ Institut national de statistique. *Enquête en grappes à indicateurs multiples 2008*. Maputo.

¹² Pendant la sécheresse survenue en 2016 à cause de El Niño, les taux de malnutrition aiguë globale ont atteint 9 pour cent dans la province de Zambezia et 6 pour cent dans celle de Sofala, selon le Ministère de la santé et le Secrétariat technique chargé de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

¹³ Principalement liée à une mauvaise alimentation, au paludisme et aux parasites intestinaux. Organisation des Nations Unies. 2015. *Common Agenda for the Reduction of Chronic Undernutrition*. Maputo.

Figure 1: la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans



Note: DHS = Enquête démographique et sanitaire.

MICS = Enquête en grappes à indicateurs multiples.

IOF = *Terceiro Inquérito Nacional aos Orçamentos Familiares* (Troisième Enquête nationale sur le budget des ménages).

7. La pauvreté et l'insécurité alimentaire figurent parmi les causes profondes de la dénutrition¹⁴. Les causes immédiates comprennent l'insuffisance de l'apport nutritionnel et de la diversité alimentaire, la méconnaissance des produits alimentaires sains, la préparation inadéquate des aliments, les repas peu fréquents et les niveaux élevés de morbidité. Le taux de dénutrition est élevé même lorsque la production vivrière est suffisante. En outre, 64 pour cent de la population rurale n'ont pas accès à de l'eau propre⁴ et 90 pour cent ne disposent pas d'installations d'assainissement modernes.
8. *Productivité et revenus des petits exploitants*. Soixante-dix pour cent des Mozambicains sont tributaires de l'agriculture de subsistance⁴; moins de 4 pour cent des petits exploitants sont affiliés à des organisations paysannes¹⁵ qui, pour la plupart, ne disposent pas de la structure ni du soutien nécessaires. La majeure partie des petits exploitants vendent leur production à bas prix, car l'accès au crédit et à l'information sur les marchés est limité. Les marchés ruraux ne sont pas intégrés. Les pertes après récolte atteignent 30 pour cent, car les capacités en matière d'entreposage, de traitement et de manutention sont insuffisantes¹⁶.
9. *La plupart des agriculteurs sont des femmes*¹⁷. Leurs parcelles sont plus petites que celles des hommes, et elles utilisent moins d'engrais, de pesticides et de machines; elles rencontrent plus de difficultés pour avoir accès aux fonds, à la terre et au bétail et pour contrôler ces ressources, et sont sous-représentées dans les organisations paysannes.
10. *Systèmes alimentaires durables*. L'agriculture représente un tiers du produit intérieur brut (PIB)¹⁸. La production de maïs¹⁹, de manioc, de haricots et de légumineuses permet de répondre à la demande nationale, mais le riz, le blé, l'huile végétale et la viande sont importés²⁰. Le bilan alimentaire reste négatif. Seuls 10 pour cent des terres arables sont cultivées, et 3 pour cent

¹⁴ Organisation des Nations Unies. 2015. *Common Agenda for the Reduction of Chronic Undernutrition*. Maputo.

¹⁵ Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. 2015. *Anuário de Estatísticas Agrárias, 2012–2014*. Maputo.

¹⁶ Banque mondiale. 2011. *Mozambique: Analysis of Public Expenditure in Agriculture*. Washington. Rapport n° 59918-MZ, vol. I.

¹⁷ Parmi les ménages dirigés par une femme, 76 pour cent se consacrent à l'agriculture, contre 56 pour cent des ménages dirigés par un homme. Ministère de l'économie et des finances. 2015. *Enquête sur le budget des ménages 2014/15*. Maputo.

¹⁸ Voir: http://www.indexmundi.com/mozambique/gdp_composition_by_sector.html.

¹⁹ La majeure partie de la production est consommée au niveau local, mais une partie du maïs produit dans le Nord est exportée, car les routes sont en mauvais état et les marchés fonctionnent mal.

²⁰ Carrilho, J., Abbas, M., Junior, A., Chidassica, J. et Mosca, J. 2016. *Food Security and Nutrition Challenges in Mozambique*. Maputo, *Observatório do Meio Rural*.

seulement sont irriguées²¹. Les chocs climatiques ont également des effets préjudiciables sur la production vivrière.

Environnement macroéconomique

11. Ces dernières années, la croissance du PIB du Mozambique, alimentée dans une large mesure par les secteurs de l'exploitation minière, des transports, de l'industrie manufacturière et de l'agriculture, a atteint en moyenne 7,5 pour cent par an²². Toutefois, cette croissance n'a pas été suffisamment partagée²³. Le recours accru aux ressources nationales a eu pour effet de réduire l'aide publique au développement de 44 pour cent du budget national en 2010 à 24 pour cent en 2015²⁴.
12. Les perspectives économiques immédiates sont problématiques en raison de la forte inflation et de la dévaluation de la monnaie nationale. En 2016, la dette extérieure a atteint 98 pour cent du PIB, chiffre nettement plus élevé que la moyenne de 37 pour cent enregistrée en Afrique subsaharienne. Les prévisions économiques à long terme sont cependant généralement favorables.

Principaux liens intersectoriels

13. Le Mozambique est très exposé aux catastrophes naturelles. Les régions du Sud et du Centre sont frappées périodiquement par la sécheresse, et des inondations se produisent pratiquement tous les ans dans les principaux bassins hydrographiques et dans les agglomérations urbaines mal drainées; 60 pour cent de la population vivent dans des zones côtières frappées par des catastrophes survenant brutalement. D'après des projections établies récemment, le nombre de personnes exposées à la faim augmentera de 10 à 20 pour cent d'ici à 2050 en raison du changement climatique; 65 pour cent de ces personnes vivront en Afrique subsaharienne²⁵.
14. Quarante-cinq pour cent des adultes sont illettrés, les taux étant de 30 pour cent pour les hommes et de 58 pour cent pour les femmes. Le taux de poursuite des études de la première à la septième année de l'école primaire n'est que de 36 pour cent. Il y a proportionnellement plus de filles que de garçons qui abandonnent l'école, en particulier dans les classes avancées, du fait notamment des mariages précoces et des longues distances à parcourir pour aller à l'école.
15. La prévalence du VIH est de 10,6 pour cent – le huitième taux le plus élevé au monde –, et 1,5 million de personnes, dont 60 pour cent de femmes, sont séropositives. Le VIH/sida est l'une des principales causes de mortalité, et les programmes de prévention et de traitement se heurtent à des obstacles sociaux et culturels.
16. L'espérance de vie est en moyenne de 55 ans pour les hommes et de 59 ans pour les femmes. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans a été ramené à 79 décès pour 1 000 naissances vivantes, et le taux de mortalité infantile à 57 décès pour 1 000 naissances vivantes. Le taux de mortalité maternelle est de 489 décès pour 100 000 naissances vivantes²⁶, l'un des plus élevés au monde. L'accès aux services de santé dans les domaines de la sexualité et de la procréation est limité.

1.3 Lacunes et problèmes

17. L'examen stratégique Faim zéro²⁰ et les consultations menées auprès des parties prenantes ont permis de mettre en évidence les lacunes stratégiques suivantes:
 - La mise en œuvre du cadre de politique générale et du cadre juridique, notamment au niveau infranational, est entravée par des carences dans la définition des stratégies d'exécution.

²¹ Groupe de la Banque africaine de développement. 2011. *République du Mozambique: Document de stratégie de pays 2011–2015*. Maputo.

²² Fonds monétaire international. 2016. *Country Report No. 16/10*. Washington.

²³ Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour le Mozambique (2017–2020), analyse de pays.

²⁴ PNUAD 2017–2020.

²⁵ Krishnamurthy, P., Lewis, K. et Choularton, R. 2015. Climate impacts on food security and nutrition. Bureau météorologique et PAM. Exeter, Royaume-Uni.

²⁶ Voir: <http://data.worldbank.org/indicator/SH.STA.MMRT/countries>.

- La capacité d'exécution insuffisante des institutions gouvernementales, le manque de personnel qualifié et les ressources limitées ont une incidence sur les programmes relatifs à la nutrition et à la sécurité alimentaire, en particulier au niveau des provinces et des districts.
- Malgré les progrès accomplis ces dernières années, les capacités nationales de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence sont insuffisantes pour faire face aux chocs climatiques fréquents.
- La coordination multisectorielle fragmentée entre le Gouvernement et les partenaires en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ne permet pas d'assurer la cohérence des programmes et de prendre convenablement en compte les différences régionales.
- L'accès aux marchés et à des systèmes alimentaires durables est limité, ce qui fait obstacle à la commercialisation des vivres produits par les petits exploitants à des prix abordables.
- Le caractère incomplet des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition a un effet préjudiciable sur la planification des programmes et le ciblage, la formulation de politiques fondées sur des éléments probants et l'analyse de leur impact.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

18. La sécurité alimentaire et la nutrition sont des priorités nationales inscrites dans les cadres de politique générale suivants:
- Le Programme 2025 donne la priorité à l'alimentation en vue d'améliorer les conditions de vie et de développer le capital humain.
 - Le Plan quinquennal du Gouvernement pour 2015–2019 s'attache principalement à donner aux femmes et aux hommes les moyens de favoriser l'équité et l'égalité entre les sexes, la réduction de la pauvreté, le développement économique, et la sécurité alimentaire et la nutrition.
 - Le Plan opérationnel pour le développement agricole 2015–2019²⁷ vise à renforcer la souveraineté alimentaire en améliorant les chaînes de valeur, les partenariats public–privé et les organisations paysannes.
 - Le Plan directeur national pour la prévention des catastrophes naturelles et l'atténuation de leurs effets 2006–2016 est l'élément essentiel de la gestion des risques de catastrophe. Il est complété par la Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, approuvée en 2012 et menée sous la direction du Ministère de la terre, de l'environnement et du développement rural.
 - La Stratégie nationale de protection sociale de base II (2016–2024) vise à améliorer la gestion et la couverture des programmes de sécurité sociale, y compris au cours des interventions d'urgence et pendant la phase de redressement.
 - Le *Programa nacional de alimentação escolar* de 2013 (PRONAE; Programme national d'alimentation scolaire) prévoit d'étendre l'alimentation scolaire à l'ensemble des écoles maternelles et primaires, et met l'accent sur les achats locaux, la participation des communautés et l'éducation nutritionnelle.
 - Le Plan d'action multisectoriel national pour la réduction de la dénutrition chronique (2011–2020) et sa Stratégie d'enrichissement des aliments visent à réduire le retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans, étant entendu que l'émaciation des femmes enceintes, des mères allaitantes, des filles et des enfants de moins de 2 ans est un facteur de risque à cet égard.

²⁷ Ce plan vise à harmoniser le plan quinquennal avec le Plan stratégique de développement du secteur agricole 2010–2019 et les autres programmes nationaux relatifs à l'agriculture, l'alimentation et la nutrition, tels que la Stratégie nationale en faveur de l'alimentation et de la nutrition (ESAN-II) et le Plan d'action en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2008–2015.

- La Stratégie de 2009 relative aux foyers d'hébergement pour futures parturientes définit les besoins alimentaires des femmes enceintes prêtes à accoucher.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

19. Le Mozambique a été l'un des huit premiers pays à participer à l'initiative "Unis dans l'action". Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) (2017–2020) concorde avec le Plan quinquennal du Gouvernement pour 2015–2019 et avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030.
20. Plusieurs organismes des Nations Unies apportent leur collaboration en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, notamment dans le cadre du mouvement Renforcer la nutrition. Le PAM travaille avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour appuyer la Stratégie nationale de protection sociale de base.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

21. Ces dernières années, le bureau de pays a commencé à ne plus assurer la mise en œuvre directe des activités et à aider plutôt le Gouvernement à prendre en charge et développer les programmes de lutte contre la faim, tout en conservant les moyens nécessaires pour faire face aux catastrophes lorsque le Gouvernement n'a pas les capacités suffisantes.
22. Les évaluations récentes des opérations menées par le PAM au Mozambique²⁸ ont permis de conclure que le portefeuille des activités correspondait aux priorités du PAM et du Gouvernement et répondait aux besoins des populations; il a été recommandé au PAM d'insister davantage sur le développement des capacités et le soutien technique, en mettant à profit ses atouts reconnus²⁹. Le PAM devrait s'attacher à prévenir la malnutrition chronique dans les contextes autres que les interventions d'urgence, à améliorer ses capacités de suivi et d'évaluation et à mettre en œuvre, dans l'ensemble du portefeuille d'activités, son approche visant à faire évoluer les relations entre les sexes.

2.2 Potentialités pour le PAM

23. À l'issue de l'examen stratégique et des consultations avec les parties prenantes, il a été recommandé au PAM de se concentrer sur les mesures suivantes, en veillant tout particulièrement à l'égalité des sexes:
 - continuer de jouer un rôle de chef de file dans l'action humanitaire, tout en renforçant les capacités d'intervention du Gouvernement;
 - renforcer la résilience face au changement climatique, ainsi que les capacités nationales en matière de préparation aux catastrophes et de gestion de ces situations, en cas de difficultés financières et techniques et de contraintes liées aux ressources humaines, en particulier aux niveaux décentralisés;
 - renforcer la capacité des programmes nationaux de protection sociale à faire face aux chocs et aux besoins liés au défi Faim zéro, en leur permettant d'intensifier rapidement leurs activités pendant les crises et de maximiser leur contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
 - traduire les politiques en mesures concrètes au niveau des communautés, qui seront davantage consultées par le PAM afin de mettre au point des solutions applicables au niveau local – pour ce faire, le PAM peut tirer parti de sa présence sur le terrain et dans le cadre de ses opérations;

²⁸ Intervention prolongée de secours et de redressement 200355, programme de pays 200286 et fonds d'affectation spéciale 200574.

²⁹ Intervention d'urgence, réduction des risques de catastrophe, protection sociale, alimentation scolaire et logistique.

- faciliter la participation des petits exploitants aux marchés agricoles, en renforçant l'appui apporté par le Gouvernement et en donnant la priorité aux éléments de la chaîne de valeur relatifs à la demande; et
- lutter contre la malnutrition chronique afin de réduire le retard de croissance, en conformité avec les priorités nationales.

2.3 Réorientations stratégiques

24. Eu égard à la fréquence et à la gravité des situations d'urgence, le PAM devra continuer d'apporter son appui dans un proche avenir, même si la capacité d'intervention du Gouvernement en cas d'urgence s'est améliorée. Le PAM s'efforcera d'améliorer au maximum la qualité des interventions, de renforcer la résilience face au changement climatique et d'optimiser les capacités du Gouvernement concernant la préparation et les interventions en cas de situation d'urgence et la protection sociale, aux niveaux national et décentralisés, en vue de limiter le recours à une aide humanitaire extérieure.
25. Le PAM favorisera l'adoption de solutions novatrices et de pratiques optimales pour l'analyse nationale intégrée de la sécurité alimentaire et de la nutrition; cette démarche sera fondée sur une évaluation des capacités institutionnelles du Secrétariat technique chargé de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SETSAN) et appuyée par un plan d'ensemble de renforcement des capacités.
26. L'appui apporté par le PAM au PRONAE sera maintenu, le programme devant commencer à utiliser les ressources nationales³⁰ pour financer son application à plus grande échelle pendant la période couverte par le plan stratégique de pays (PSP). Le PAM collaborera avec le Gouvernement en vue de réaliser une étude de viabilité concernant l'alimentation scolaire, et il fera en sorte que le PRONAE prenne une plus grande dimension nutritionnelle et adopte une approche visant à faire évoluer les relations entre les sexes, en conformité avec la Stratégie gouvernementale en matière de problématique hommes-femmes dans le secteur de l'éducation et du développement humain (2016–2020).
27. Dans les situations de crise, le PAM prêtera son assistance pour le traitement de la malnutrition aiguë modérée et, à d'autres moments, il mettra l'accent sur la prévention du retard de croissance et la réduction des carences en micronutriments, conformément à la stratégie gouvernementale de lutte contre la malnutrition.
28. Le PAM privilégiera les achats de produits alimentaires locaux pour ses opérations, et il aidera les petits exploitants, femmes et hommes, à accéder à des marchés autres que le PAM, tels que les institutions et les programmes gouvernementaux et les partenaires du secteur privé, dans le cadre de l'enrichissement des aliments.
29. Les services de la chaîne d'approvisionnement du PAM sont de plus en plus souvent utilisés par d'autres acteurs, qui reconnaissent leur efficacité et leur efficacité. Le PAM s'emploiera davantage à faire savoir qu'il est capable d'assurer ces services, et il intensifiera sa participation au renforcement des capacités du Gouvernement en tirant parti de ses connaissances spécialisées dans des domaines tels que l'entreposage et la manutention des produits alimentaires et la comptabilité.
30. Le présent PSP repose sur une analyse de la problématique hommes-femmes au niveau national et sur le plan d'action adopté à cet égard, qui est conforme à la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015–2020) et à la stratégie régionale suivie dans ce domaine, l'objectif étant la réorientation vers des programmes visant à faire évoluer les relations entre les sexes.

³⁰ Provenant d'un dispositif d'échange de créances contre des programmes de développement mis en place avec le Gouvernement de la Fédération de Russie.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impact escompté

31. Le présent PSP tient compte de l'examen stratégique, des enseignements tirés et des consultations menées avec les parties prenantes. Afin de conférer une valeur ajoutée au programme national de lutte contre la faim, il met l'accent sur les points forts du PAM, donnant la priorité à l'appui aux institutions et systèmes gouvernementaux, même lorsque le PAM joue un rôle opérationnel. Le PAM maintiendra sa capacité à apporter une assistance humanitaire et favorisera la résilience à long terme, et il s'attachera à remédier aux causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Tous les programmes prendront en considération l'égalité des sexes et auront une dimension nutritionnelle. Des activités de communication destinées à faire évoluer la société et les comportements prenant en compte l'âge, cherchant à modifier les relations entre les sexes et adaptées aux contextes spécifiques, sont intégrées à l'ensemble du PSP, à l'exception de l'activité 7.
32. Le présent PSP concorde avec le programme du Gouvernement Vision 2025 et avec son Plan quinquennal pour 2015–2019 et ses politiques sectorielles pertinentes, et il est intégré au PNUAD (2017–2020). Il rend opérationnel le Plan stratégique du PAM pour 2017–2021 et contribue à l'obtention des résultats stratégiques 1, 2, 3 et 8 au niveau national.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les ménages vivant dans des zones du Mozambique touchées par l'insécurité alimentaire peuvent avoir accès à des aliments nutritifs en quantité suffisante pendant toute l'année, y compris en période de crise

33. Pour obtenir le présent effet direct stratégique, une approche pluridimensionnelle sera adoptée en vue d'augmenter la résilience face au changement climatique des institutions nationales et des communautés vulnérables, l'objectif étant de limiter le recours aux interventions humanitaires.
34. L'effet direct stratégique 1 est conforme au résultat stratégique 1 du PAM et à la cible 1 de l'ODD 2, ainsi qu'aux cibles suivantes fixées au niveau national au titre des ODD: priorité 5 de l'objectif stratégique 5 du Plan quinquennal, section 4.4 de la Stratégie et du Plan d'action en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition II, et pilier 1 de la Stratégie nationale de protection sociale de base II (2016–2024).

Domaine d'action privilégié

35. Le présent effet direct stratégique contribue au renforcement de la résilience.

Produits escomptés

36. Cinq produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique 1:
 - Le renforcement de la capacité du Gouvernement à établir des plans, à se préparer aux chocs, à y faire face et à s'en relever profite aux personnes vivant dans des zones exposées aux chocs, et les aide à subvenir à leurs besoins essentiels pendant les crises.
 - Le renforcement de la capacité du Gouvernement à assurer toute une gamme de services liés aux filets de sécurité profite aux personnes touchées par un choc, et les aide à subvenir à leurs besoins essentiels pendant les crises.
 - Les communautés exposées à l'insécurité alimentaire ciblées tirent avantage de la construction et/ou de la remise en état d'actifs qui permettent d'améliorer la sécurité alimentaire et de renforcer la résilience face aux chocs naturels et au changement climatique.
 - L'amélioration des connaissances sur le plan de la nutrition, des pratiques de soins et de ce qui constitue une alimentation saine profite aux ménages ciblés et les aide à améliorer leur consommation alimentaire et leur état nutritionnel.
 - Les communautés exposées à l'insécurité alimentaire ciblées bénéficient de transferts de type monétaire et/ou de transferts de vivres assortis de conditions, qui leur permettent d'améliorer leur consommation alimentaire.

Activités essentielles

37. *Activité 1: Renforcer la capacité du Gouvernement à se préparer aux chocs d'origine météorologique, à y faire face et à s'en relever, au niveau national, infranational et communautaire.* Le PAM appuiera les capacités de préparation, de planification, de gestion et de coordination de l'Institut national de gestion des catastrophes (INGC) et des autres organismes compétents, notamment aux niveaux décentralisés. À l'issue d'une évaluation initiale des capacités, une approche systématique sera adoptée et les activités du PAM seront harmonisées avec celles des autres partenaires tels que l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ONU-Femmes et des organisations non gouvernementales (ONG).
38. Le PAM aidera le SETSAN et les autres organismes en ce qui concerne les analyses intégrées de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le suivi et la gestion de l'information, en insistant sur les données nutritionnelles. Le dispositif destiné à combler le déficit en nutriments³¹ fournira d'autres données factuelles qui serviront de base à ces programmes.
39. L'approche à trois niveaux sera appliquée à plus grande échelle au niveau national, provincial et communautaire, afin de favoriser la participation des diverses parties prenantes et l'adoption de méthodes pluridisciplinaires pour renforcer la résilience.
40. *Activité 2: Fournir une assistance technique au Gouvernement pour l'aider à mener des programmes de protection sociale aptes à réagir aux chocs et tenant compte des problèmes liés à la faim.* Le PAM collaborera avec le Ministère du genre, de l'enfance et de l'action sociale et avec l'INGC, afin de renforcer l'aptitude des programmes nationaux de protection sociale à réagir aux chocs. À cet effet, il harmonisera notamment les dispositifs de protection sociale et d'aide humanitaire, relèvera les normes applicables aux actifs, afin de renforcer les capacités de préparation et d'adaptation du programme de filets de sécurité fondés sur des activités productives (PASP) face aux risques climatiques, et étudiera les possibilités d'améliorer les effets directs des programmes sur le plan nutritionnel.
41. En coordination avec le PASP, le PAM fournira une assistance sous forme de transferts de vivres et de transferts de type monétaire, à des fins de création d'actifs, en vue de renforcer la résilience au niveau communautaire selon l'approche à trois niveaux. L'accent sera mis sur la qualité et la pertinence des actifs et le recensement de ceux qui présentent un intérêt sur le plan de la nutrition ainsi que de ceux qui sont utiles aux femmes et sont contrôlés à égalité par les femmes et les hommes. Cette activité nécessitera une planification communautaire participative et pourrait prévoir des actifs destinés à améliorer l'accès aux marchés et aux centres de santé, et la remise en état de terres dégradées afin d'appuyer la production locale d'aliments variés et nutritifs. Le PAM veillera à ce que les femmes et les hommes participent aux activités sur un pied d'égalité à tous les stades. Les enseignements tirés seront pris en compte pour l'élaboration des programmes du Gouvernement relatifs aux filets de sécurité fondés sur des activités productives.

Effet direct stratégique 2: Les personnes touchées par un choc au Mozambique peuvent subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant une crise et immédiatement après

42. Lorsque les besoins liés aux chocs en matière de sécurité alimentaire et de nutrition excéderont les capacités du Gouvernement, le PAM continuera d'y répondre lui-même. Il facilitera la coordination de l'action humanitaire en coprésidant l'équipe de pays pour l'action humanitaire et le module de la sécurité alimentaire, qui rassemble des représentants d'organismes des Nations Unies, d'ONG et de donateurs. Il prêtera également son aide aux réfugiés présents dans le pays. L'effet direct stratégique 2 va dans le sens du résultat stratégique 1 du PAM, de la cible 1 de l'ODD 2 et des objectifs 1 et 2 du Plan directeur national pour la prévention des catastrophes naturelles et l'atténuation de leurs effets.

Domaine d'action privilégié

43. Le présent effet direct stratégique met l'accent sur les interventions en cas de crise.

³¹ Se reporter à l'effet direct stratégique 4.

Produits escomptés

44. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique 2:
- Les personnes touchées par un choc bénéficieront de transferts de type monétaire et/ou de transferts de vivres non assortis de conditions, qui leur permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.
 - Les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition qui sont touchés par un choc reçoivent des aliments nutritifs spécialisés permettant de traiter la malnutrition aiguë et de réduire ses taux.
 - L'amélioration des connaissances sur le plan de la nutrition, des pratiques de soins et de ce qui constitue une alimentation saine profite aux personnes touchées par un choc et les aide à améliorer leur état nutritionnel.

Activités essentielles

45. *Activité 3: Assurer des transferts monétaires et/ou alimentaires aux ménages vulnérables touchés par une crise.* Le PAM apportera une assistance alimentaire et nutritionnelle lorsque les besoins dépasseront les capacités d'intervention du Gouvernement sur le plan institutionnel et financier; les femmes et les hommes en bénéficieront sur un pied d'égalité. Cette activité, dont la portée est définie en fonction des tendances enregistrées les années précédentes en matière de catastrophes, prévoit une assistance au titre des secours en cas de choc, notamment les épisodes de sécheresse à évolution lente, les inondations soudaines et d'autres chocs naturels ou d'origine humaine. Elle englobe aussi des mesures axées sur le redressement rapide et le traitement de la malnutrition aiguë modérée. Le plan actuel prévoit une alimentation scolaire d'urgence au moins jusqu'en décembre 2017. En cas de situation d'urgence majeure, la portée de l'effet direct stratégique 2 sera augmentée afin de permettre au PAM d'apporter une assistance alimentaire et nutritionnelle adaptée à la situation.
46. Cette activité comprend un appui pour les évaluations de la situation sur le plan de l'alimentation et de la nutrition, la formation, la mise en place de systèmes et l'acquisition de connaissances directement liées à l'amélioration de l'exécution et de la qualité des interventions d'urgence du PAM.
47. Le PAM apportera une assistance alimentaire aux réfugiés du camp de Maratane. Le nombre de réfugiés ayant besoin d'une assistance devrait diminuer au cours de la période couverte par le PSP, à mesure que l'appui complémentaire aux activités relatives aux moyens d'existence et à l'autosuffisance des réfugiés, apporté en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), ONU-Habitat et la FAO, portera ses fruits; cette activité servira également de banc d'essai en vue d'adopter de nouvelles méthodes pour traiter la question des réfugiés de longue date.

Effet direct stratégique 3: Les enfants qui vivent dans des zones touchées par l'insécurité alimentaire chronique ont accès à des aliments nutritifs pendant toute l'année

48. L'effet direct stratégique 3 va dans le sens du PRONAE, pour ce qui est de distribuer des repas nutritifs aux enfants d'âge scolaire vulnérables, essentiellement par le biais du développement des capacités qui vise à améliorer l'aptitude du Ministère de l'éducation et du développement humain à gérer durablement le programme élargi. Le PAM cessera progressivement d'assurer l'exécution directe à mesure que le ministère assumera la responsabilité de la gestion.
49. Cet effet direct est conforme au résultat stratégique 1 du PAM, à la cible 1 de l'ODD 2, à l'objectif principal du PRONAE, au Plan stratégique pour le secteur de l'éducation (2012–2019) et à la Stratégie en matière de problématique hommes-femmes dans le secteur de l'éducation et du développement humain (2016–2020).

Domaine d'action privilégié

50. Le présent effet direct stratégique met l'accent sur les causes profondes.

Produits escomptés

51. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique 3:
- L'amélioration de la capacité de conception, de financement et d'exécution du Gouvernement profite aux écoliers ciblés par le programme national d'alimentation scolaire utilisant la production locale, et contribue à faire en sorte que leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels soient satisfaits et à augmenter les taux de fréquentation scolaire et de poursuite des études.
 - Les écoliers ciblés par le PAM reçoivent un repas nutritif chaque jour où ils se rendent à l'école, ce qui permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et d'augmenter les taux de fréquentation scolaire et de poursuite des études.
 - L'amélioration des connaissances sur le plan de la nutrition, des pratiques de soins et de ce qui constitue une alimentation saine profite aux écoliers ciblés et contribue à améliorer leur état nutritionnel.

Activités essentielles

52. *Activité 4: Renforcer les capacités des organismes gouvernementaux chargés du programme national d'alimentation scolaire utilisant la production locale.* Le PAM axera son effort de renforcement des capacités du Ministère de l'éducation et du développement humain sur: i) la consolidation de la base de financement de l'alimentation scolaire, moyennant des analyses coût-avantages et un plan de sensibilisation en faveur du PRONAE; ii) le renforcement de la coordination intersectorielle relative au PRONAE; iii) la formation des membres des conseils d'école et des gestionnaires de l'alimentation scolaire; iv) la formation à la gestion et au suivi de la chaîne d'approvisionnement; v) l'éducation en matière d'hygiène et de nutrition; et vi) les potagers scolaires.
53. Le PAM mettra en œuvre le PRONAE conjointement avec le Ministère de l'éducation et du développement humain, et continuera d'expérimenter des modèles d'exécution afin d'éclairer la prise de décisions et les investissements du Gouvernement, s'agissant notamment de remédier aux carences en micronutriments grâce à l'utilisation d'aliments enrichis, à la supplémentation en micronutriments et à la diversification du régime alimentaire. Le dispositif destiné à combler le déficit en nutriments permettra de mettre au point des stratégies visant à améliorer l'apport en nutriments des adolescentes à l'école.
54. Le PAM encouragera l'approche visant à faire évoluer les relations entre les sexes dans le cadre du PRONAE moyennant: i) des initiatives communautaires destinées à dresser un état des lieux plus précis de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes; ii) un projet pilote de distribution de rations à emporter pour les filles des classes les plus avancées de l'école primaire, dans lesquelles le taux d'abandon augmente nettement parmi les filles; iii) une évaluation de ce projet pilote afin d'éclairer la prise de décisions du Gouvernement; et iv) la promotion de la représentation des femmes dans les comités de gestion de l'alimentation scolaire et la formation connexe.

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2021, l'état nutritionnel des personnes ciblées dans les zones prioritaires du Mozambique s'améliore en conformité avec les objectifs nationaux

55. Les taux de retard de croissance et de carences en micronutriments sont élevés, et l'émaciation, même si elle est relativement rare, contribue au retard de croissance. Pour les programmes reposant sur des aliments nutritifs spécialisés, le Gouvernement vise l'autosuffisance.
56. Le PAM obtiendra des données factuelles grâce à quatre études et à une intervention visant à aider le Gouvernement à atteindre ses objectifs en matière de nutrition, moyennant une plus grande disponibilité d'aliments nutritifs sains et/ou de services liés à la nutrition, une augmentation de la demande et de la consommation de ces aliments ou services, et un accès facilité. L'objectif est de lutter contre les carences en micronutriments parmi les femmes et les filles en âge de procréer et contre le retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans, dans un contexte où la prévalence du VIH est élevée. D'autres interventions pourraient être ajoutées au titre de cet effet direct en fonction des données factuelles recueillies. Le PAM travaillera avec

ses partenaires du réseau du système des Nations Unies pour renforcer la nutrition (SUN)³² et avec l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition au sein du réseau des entreprises du mouvement SUN.

57. L'effet direct stratégique 4 est conforme au résultat stratégique 2 du PAM, à la cible 2 de l'ODD 2, à la priorité 2 de l'objectif stratégique 2 du Plan quinquennal, et au Plan d'action multisectoriel national pour la réduction de la dénutrition chronique (2011–2020).

Domaine d'action privilégié

58. Le présent effet direct stratégique met l'accent sur les causes profondes.

Produits escomptés

59. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique 4:
- Le renforcement de la capacité nationale à lutter contre le retard de croissance et les carences en micronutriments, fondée sur des données factuelles, profite aux populations vulnérables du Mozambique et contribue à améliorer leur état nutritionnel.
 - L'amélioration des connaissances sur le plan de la nutrition, des pratiques de soins et de ce qui constitue une alimentation saine profite aux populations vulnérables du Mozambique et contribue à améliorer leur état nutritionnel.

Activités essentielles

60. *Activité 5: Renforcer les capacités des organismes gouvernementaux qui mettent en œuvre la stratégie nationale de lutte contre le retard de croissance et les carences en micronutriments, et leur apporter une assistance technique.* Une étude s'appuyant sur le dispositif destiné à combler le déficit en nutriments et comprenant une analyse participative de la problématique hommes-femmes permettra: de recenser les obstacles à la disponibilité d'aliments nutritifs et sains et de services liés à la nutrition, à leur accessibilité et à la demande et la consommation de ces aliments et services, dans des contextes de développement et d'urgence; de mettre en évidence des solutions rentables pour les modalités de transfert; d'éclairer les stratégies intégrées en matière de sécurité alimentaire et de nutrition; et d'optimiser les aspects relatifs à la nutrition des autres activités du PSP³³.
61. Le PAM et le Ministère de la santé chercheront à améliorer les pratiques nutritionnelles des parents de jeunes enfants, et à faciliter l'accès aux foyers d'hébergement pour adolescentes et femmes enceintes. Une étude sera réalisée afin d'examiner: i) l'efficacité des incitations fournies pour favoriser le recours à ce service; ii) les moyens d'améliorer l'accès aux services de soins prénatals et aux foyers d'hébergement pour les futures parturientes, moyennant une action de sensibilisation destinée aux femmes et aux filles; et iii) les activités éducatives possibles à l'intention des femmes et des filles hébergées dans ces foyers les incitant à adopter des pratiques qui tiennent compte de la nutrition pour prévenir le retard de croissance.
62. Une troisième étude examinera s'il est possible de produire du SuperCereal dans le pays pour traiter la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de plus de 5 ans et les adolescents, filles et garçons, ainsi que chez les femmes et les hommes adultes, en mettant à profit les partenariats du PAM avec de grandes entreprises d'enrichissement des aliments.
63. Compte tenu du lien existant entre le VIH et la malnutrition aiguë, le PAM aidera le Gouvernement à comprendre dans quelle mesure la réduction de la malnutrition aiguë chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les filles, ainsi que chez les enfants de moins de 5 ans, favorise la participation des personnes séropositives aux programmes de traitement et la poursuite des soins. Les informations ainsi obtenues seront utiles au Gouvernement pour ses politiques et programmes en matière de lutte contre le VIH et de nutrition.

³² Dont la FAO, le FIDA, le Fonds des Nations Unies pour la population, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé.

³³ Se reporter aux effets directs stratégiques 3 et 5.

64. Le PAM contribuera à la réduction des carences en micronutriments chez les femmes et les adolescentes qui sont enceintes ou en âge de procréer en accroissant la disponibilité en aliments enrichis, de base ou spécialisés. Il aidera le Ministère de l'industrie et du commerce à élargir les programmes d'enrichissement et à développer les installations d'enrichissement de la farine de blé et de maïs, de l'huile végétale et du sucre, ainsi que les moulins ruraux à marteaux pour l'enrichissement de la farine de maïs. L'étude s'appuyant sur le dispositif destiné à combler le déficit en nutriments mettra en évidence d'autres options applicables à la stratégie nationale d'enrichissement des aliments.
65. S'agissant du programme national de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, le PAM continuera d'élaborer des modèles qui cherchent à modifier les relations entre les sexes et prennent en compte l'âge, en se concentrant sur l'enrichissement des aliments, les régimes alimentaires sains et les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, ainsi que la santé et la nutrition à l'intention des femmes et des filles en âge de procréer.

Effet direct stratégique 5: D'ici à 2021, les moyens d'existence des petits exploitants ciblés dans le nord et le centre du Mozambique s'améliorent

66. Le Mozambique a été l'un des premiers pays à participer aux initiatives "Achats au service du progrès" et "Acheter aux Africains pour l'Afrique". Le PAM collabore avec la FAO et le Fonds international de développement agricole (FIDA) dans le domaine des chaînes d'approvisionnement agricoles, et il continuera d'aider le Gouvernement et les organisations paysannes à élargir la gamme des marchés compétitifs à l'intention des petits exploitants et des producteurs commerciaux. En collaboration avec la FAO et le FIDA, le PAM s'emploiera à renforcer les synergies liées à l'accès aux facteurs de production, à la productivité et à la création de valeur ajoutée, et à raccourcir les chaînes de valeur afin que les agriculteurs puissent accroître leur part de marché.
67. Le présent effet direct est conforme au résultat stratégique 3 du PAM, à la cible 3 de l'ODD 2, à la priorité 2 de l'objectif stratégique 1 du Plan quinquennal et au Plan opérationnel pour le développement agricole.

Domaine d'action privilégié

68. Le présent effet direct stratégique met l'accent sur les causes profondes.

Produits escomptés

69. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique 5:
- L'appui apporté par le PAM à la chaîne de valeur profite aux petits exploitants ciblés et leur permet d'accéder plus facilement à des marchés rentables et d'accroître leurs revenus.
 - L'amélioration des connaissances sur le plan de la nutrition, des pratiques de soins et de ce qui constitue une alimentation saine profite aux ménages de petits exploitants ciblés et contribue à améliorer leur état nutritionnel.

Activités essentielles

70. *Activité 6: Renforcer les capacités de regroupement, de commercialisation et de prise de décisions des petits exploitants, en mettant l'accent sur les femmes.* En collaboration avec la FAO et les structures provinciales et de district du Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, le PAM s'emploiera à accroître le nombre de petits exploitants affiliés à des organisations paysannes et à renforcer les capacités de ces organisations dans les domaines suivants: gestion des entreprises, gestion organisationnelle et regroupement; entreposage et manutention des produits alimentaires; et contrôle de la qualité, afin de réduire les pertes après récolte. Le PAM donnera la priorité aux organisations dirigées par des femmes et soutiendra les adhérentes en promouvant des techniques qui permettent d'alléger la charge de travail et une action de sensibilisation à l'équité du traitement des deux sexes à l'intention des femmes et des hommes. Pour ses travaux sur l'accès aux marchés agricoles, le bureau de pays s'inspirera de

l'expérience acquise dans d'autres pays³⁴. La portée de l'effet direct stratégique 5 pourrait être augmentée en fonction des besoins et des fonds disponibles.

Effet direct stratégique 6: Le travail des partenaires de l'action humanitaire et du développement au Mozambique est facilité de manière fiable grâce à la mise à disposition de compétences spécialisées et de services efficaces et efficients liés à la chaîne d'approvisionnement et aux technologies de l'information et des communications

71. Les partenaires font de plus en plus souvent appel aux compétences reconnues du PAM et à ses services en matière de gestion de la chaîne d'approvisionnement pour remédier au manque de moyens et garantir une exécution plus efficace des programmes d'élimination de la faim dans des contextes de développement et d'action humanitaire. Le présent effet direct est conforme au résultat stratégique 8 du PAM, à la cible 16 de l'ODD 17 et au pilier 3 ainsi qu'à l'objectif stratégique 1 du Plan quinquennal pour 2015–2019.

Domaine d'action privilégié

72. Le présent effet direct stratégique met l'accent sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

73. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique 6:
- La fourniture par le PAM au Gouvernement et aux autres partenaires de services et de compétences spécialisées liés à la chaîne d'approvisionnement et aux technologies de l'information profite aux communautés vulnérables et contribue à améliorer l'efficacité des programmes de développement et d'action humanitaire.
 - L'accroissement des capacités du Gouvernement et des autres partenaires sur le plan de la chaîne d'approvisionnement profite aux communautés vulnérables et contribue à améliorer l'efficacité des programmes de développement et d'action humanitaire.

Activités essentielles

74. *Activité 7: Assurer des services liés à la chaîne d'approvisionnement aux partenaires de l'action humanitaire et du développement.* Le PAM renforcera les capacités des institutions nationales dans plusieurs domaines, notamment la gestion, la manutention et l'entreposage des produits alimentaires, ainsi que la comptabilité. Il assurera des services liés à la chaîne d'approvisionnement au Ministère de la santé, au Ministère de l'éducation et du développement humain, à l'INGC, à l'UNICEF, au Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), à la Banque mondiale, à des donateurs tels que l'Agence des États-Unis pour le développement international et à des ONG. Ces services comprendront notamment: l'achat, l'entreposage et la manutention des denrées alimentaires; les formalités de dédouanement; la gestion des stocks; le transport; et le contrôle de la qualité et de la quantité. Le PAM gèrera et coordonnera les modules des télécommunications et de la logistique humanitaire lorsqu'ils seront activés.

3.3 Stratégie en matière de transition et de retrait

75. La stratégie du PAM en matière de transition et de retrait repose sur la réalisation progressive de l'objectif à long terme consistant à libérer le Mozambique de la faim. À mesure que la capacité du Gouvernement à lutter efficacement contre la faim et la malnutrition augmentera et que les systèmes connexes se renforceront, le PAM réduira graduellement son appui et s'attachera davantage à fournir une assistance technique et à combler toute lacune persistante en matière de capacités. Afin de favoriser les progrès sur cette voie pendant la période couverte par le présent PSP, l'offre d'un appui destiné à favoriser la prise en main par le pays des programmes visant à éliminer la faim sera le principe directeur qui sous-tendra toutes les activités. Le portefeuille d'activités du PAM est axé sur le renforcement des capacités et l'assistance technique, afin que le Gouvernement soit plus apte à gérer des programmes de grande qualité, à faire progresser l'égalité des sexes et à recueillir des données factuelles permettant d'améliorer sur le plan national les activités de sensibilisation, les orientations générales et la programmation visant à éliminer la

³⁴ Le Malawi pour les échanges de produits alimentaires, l'Ouganda pour les pertes après récolte et le Zimbabwe pour l'atténuation des risques.

faim. Lorsque le PAM jouera un rôle opérationnel, il l'associera à des initiatives de renforcement des capacités et d'apprentissage.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires³⁵

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES DES TRANSFERTS DE VIVRES ET DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ				
Effet direct stratégique	Activité	Femmes/filles	Hommes/garçons	Total
1	Activité 2	10 400	9 600	20 000
2	Activité 3	282 103	265 897	548 000
	Secours aux victimes de phénomènes soudains	83 200	76 800	160 000
	Secours aux victimes de phénomènes à évolution lente	41 600	38 400	80 000
	Assistance en faveur du redressement rapide	197 600	182 400	380 000
	Alimentation scolaire d'urgence	47 863	52 137	100 000
	Traitement de la malnutrition aiguë modérée: enfants de moins de 5 ans	7 680	8 320	16 000
	Traitement de la malnutrition aiguë modérée: femmes enceintes, mères allaitantes et filles	4 000		4 000
	Réfugiés: demi-rations	1 560	1 440	3 000
	Réfugiés: rations complètes	2 600	2 400	5 000
3	Activité 4	174 359	189 926	364 285
Total*		570 862	561 423	1 132 285
Total ajusté, hors chevauchements		466 862	465 423	932 285

* Ces chiffres totaux correspondent aux effectifs cumulés des bénéficiaires; les totaux ajustés tiennent compte des chevauchements entre activités; les bénéficiaires des activités de redressement ne sont pas pris en compte, car ils bénéficient également des secours.

76. L'approche à trois niveaux et l'analyse des risques climatiques faciliteront le ciblage géographique en vue de la création d'actifs prévue dans l'activité 2. La population cible retenue par le PAM pour la planification communautaire participative et les activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs comprendra au moins 50 pour cent de femmes. Les bénéficiaires de l'activité 3 seront ciblés selon le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Les réfugiés recevant une assistance alimentaire sont désignés par le HCR; des rations complètes sont fournies aux réfugiés vulnérables et aux nouveaux arrivants, tandis que les réfugiés de longue date reçoivent des demi-rations. Les élèves des écoles primaires seront ciblés au titre de l'activité 4 lorsque les indicateurs relatifs à l'insécurité alimentaire chronique sont élevés et que ceux de l'éducation sont faibles.
77. Les interventions axées sur le renforcement des capacités et la prestation de services seront destinées aux ministères, aux institutions nationales et aux particuliers.

³⁵ Le nombre effectif de bénéficiaires sera ventilé par sexe et par âge.

78. Le bureau de pays utilisera le mécanisme de remontée des observations des bénéficiaires, afin d'assumer le mieux possible sa responsabilité envers les populations touchées et donc de maximiser la qualité et la transparence de ses interventions. Les bénéficiaires pourront transmettre directement leurs plaintes et leurs observations grâce à une ligne téléphonique et à une adresse électronique établies à cet effet.

4.2 Transferts

Transferts de vivres et transferts de type monétaire

79. Les assortiments alimentaires en nature sont composés en tenant compte des habitudes alimentaires locales et des besoins nutritionnels. La farine de maïs et l'huile végétale sont enrichies et le sel est iodé. Les repas scolaires sont complétés par des produits frais achetés sur les marchés locaux. La ration destinée aux filles et aux femmes enceintes – 333 grammes de SuperCereal par jour³⁶ – est établie selon le protocole défini par le Ministère de la santé pour la récupération nutritionnelle.
80. Le suivi régulier de l'évolution des marchés, qui comprendra un suivi par téléphonie mobile, éclairera les décisions relatives à la programmation des transferts de type monétaire dans le cadre des activités 2 et 3. Les transferts de type monétaire sont déterminés à partir des prix pratiqués sur les marchés et ajustés pour tenir compte des fluctuations des cours. En supposant que les marchés soient stables, 70 pour cent des transferts effectués au titre de l'activité 2 seront des transferts de type monétaire. Dans le cadre de l'activité 3, 50 pour cent des transferts assortis de conditions seront effectués sous forme de bons d'alimentation. Le PAM étudiera les options reposant sur des transferts de type monétaire applicables aux réfugiés. Les femmes et les hommes bénéficieront de tous les transferts sur un pied d'égalité.

³⁶ Voir le tableau 2.

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE (en grammes/personne/jour) OU VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (en dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ

	Effet direct stratégique 1		Effet direct stratégique 2												Effet direct stratégique 3		
Activité	Fournir une assistance technique au Gouvernement pour l'aider à mener des programmes de protection sociale aptes à réagir aux chocs et tenant compte des problèmes liés à la faim		Assurer des transferts monétaires et/ou alimentaires aux ménages vulnérables touchés par une crise												Renforcer les capacités des organismes gouvernementaux chargés du programme national d'alimentation scolaire utilisant la production locale		
Type de bénéficiaires	Bénéficiaires ordinaires	Bénéficiaires ordinaires	Réfugiés – ration complète	Réfugiés – demi-ration	Réfugiés – ration complète	Réfugiés – demi-ration	Enfants de 6 à 59 mois	Filles et femmes enceintes	Alimentation scolaire d'urgence	Secours aux victimes de phénomènes soudains	Secours aux victimes de phénomènes à évolution lente	Redressement rapide		Bénéficiaires ordinaires	Bénéficiaires ordinaires		
Modalité	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Transferts de type monétaire
Céréales: maïs		267	480	240								480		267			
Céréales: farine de maïs									150	480		0		0		150	
Huile			20	20					10	25		25				10	
Sel									3							3	
SuperCereal																	
Suppléments nutritionnels prêts à consommer							100										
kcal/jour		1 110	2 133	1 155			1 076	1 251	738	2 181		2 177		1 110		2 718	
% kcal d'origine protéique		12,2	11	11			10,5	16,3	10,5	9,9		10,7		12,2		10,5	
% kcal d'origine lipidique		10,6	18,3	24,7			59,0	19,2	15,6	13,9		20,0		10,6		15,6	
Transferts de type monétaire (en dollars/personne/jour)	0,22				0,44	0,22					0,4		0,4		0,22		0,148
Nombre de jours d'alimentation par an	120	120	360	360	360	360	90	180	194	90	90	180	180	90	90	194	194

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de produits alimentaires/transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	34 698	18 541 188
Légumes secs	6 069	4 173 589
Huile et matières grasses	1 684	2 852 565
Aliments composés et mélanges	264	502 609
Autres	334	83 471
Total des produits alimentaires	43 049	26 153 422
Transferts de type monétaire (en dollars)		31 772 777
Total des produits alimentaires et des transferts de type monétaire (en dollars)	43 049	57 926 199

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

81. Le renforcement des capacités concerne toutes les activités, et trois d'entre elles lui sont consacrées. Le PAM vise à maintenir ses moyens opérationnels pour ce qui est de la prestation de services et de l'assistance humanitaire, et à renforcer les capacités institutionnelles et communautaires nécessaires pour concevoir et mettre en œuvre des initiatives visant à éliminer la faim.
82. Il faudra favoriser la coopération Sud-Sud: à titre d'exemple, le Mozambique pourrait devenir un fournisseur de services spécialisés en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence pour d'autres pays. Le PAM travaille avec le Centre d'excellence établi au Brésil et avec l'Agence brésilienne de coopération pour ce qui est de l'alimentation scolaire, et il pourrait collaborer avec le nouveau centre d'excellence créé dans la Fédération de Russie. Le Brésil est un partenaire important dans les domaines de la protection sociale, dans le cadre de l'initiative "Partenariat pour le développement social national", et de l'accès aux marchés, avec le programme "Acheter aux Africains pour l'Afrique".

4.3 Chaîne d'approvisionnement

83. Pour ce qui est des denrées alimentaires, les achats locaux, qui sont une priorité du Gouvernement, seront privilégiés, notamment auprès des petits exploitants, femmes et hommes. Les achats régionaux seront effectués par le biais du Mécanisme de gestion globale des vivres du PAM. Les aliments nutritifs spécialisés – SuperCereal Plus, suppléments nutritionnels prêts à consommer et pré-mélange destiné à l'enrichissement des aliments – seront obtenus sur les marchés internationaux. Le PAM s'emploiera à déterminer si le SuperCereal pourrait être produit localement (se reporter à l'effet direct stratégique 4). Les livraisons de denrées alimentaires seront assurées par des organismes du secteur privé utilisant les réseaux de la chaîne d'approvisionnement du PAM, et la qualité des produits alimentaires sera contrôlée avec l'appui du bureau régional. Les transferts de type monétaire seront effectués par le biais d'un système de bons électroniques utilisant les cartes SCOPE.

4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

84. Pour qu'il puisse se concentrer sur l'égalité des sexes, le développement des capacités et l'assistance technique, le bureau de pays doit être réorganisé et son personnel formé, de manière à ce qu'il dispose de la gamme de compétences nécessaires. Une formation concernant le Cadre de résultats institutionnels et le cadre de financement sera également indispensable. Le PAM conservera les bureaux auxiliaires qui appuient les opérations de terrain, en appliquant une politique "d'impact limité" afin de minimiser les coûts et d'améliorer la flexibilité.

4.5 Partenariats

85. Le PAM travaillera avec le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, en tant que coordonnateur pour l'ODD 2, et avec le SETSAN, l'INGC, le Ministère du genre, de l'enfance et de l'action sociale, le Ministère de l'éducation et du développement humain, le Ministère de l'économie et des finances, le Ministère de la santé, le Ministère de la terre, de l'environnement et du développement rural, le Ministère de l'industrie et du commerce et le Ministère des affaires étrangères et de la coopération.
86. Le PAM travaillera en partenariat avec: i) la FAO concernant la résilience, l'enrichissement des aliments, la communication visant à faire évoluer la société et les comportements, l'accès aux marchés et la coordination des activités relatives à l'ODD 2, et le module de la sécurité alimentaire; ii) le FIDA pour la communication visant à faire évoluer la société et les comportements et l'accès aux marchés; iii) l'UNICEF, l'OIT et la Banque mondiale pour la protection sociale; iv) l'UNICEF, le FNUAP et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour ce qui est de la nutrition; v) le HCR pour les réfugiés; et vi) les organismes des Nations Unies et les organisations de la société civile pour les initiatives relatives à l'égalité des sexes.
87. En tant que coprésident du réseau d'entreprises du mouvement SUN, conjointement avec l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition, le PAM travaillera avec des partenaires du secteur privé sur les liens à nouer aux fins de l'enrichissement des aliments et de l'accès aux marchés, notamment avec le PRONAE.
88. Les ONG et les partenaires stratégiques participeront à l'exécution du présent PSP, en particulier en ce qui concerne l'action humanitaire, la résilience et la nutrition. Le PAM prévoit de renforcer la coordination avec les grandes parties prenantes, y compris les ONG et les donateurs bilatéraux, et de rechercher des moyens de créer des synergies en vue d'accroître les investissements stratégiques.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

89. Les activités de suivi et d'évaluation, qui tiendront compte de la problématique hommes-femmes, seront menées conformément au plan du bureau de pays en matière de suivi, d'examen et d'évaluation³⁷. Les données de référence seront recueillies dans les trois mois suivant le début d'une activité et des objectifs seront fixés pour chaque indicateur. Les produits seront suivis tous les mois au niveau du terrain et du bureau de pays. La collecte des données annuelles sur les effets directs, les évaluations et les examens seront effectués sous la direction de l'unité de suivi et d'évaluation.
90. Le bureau de pays examinera la possibilité d'externaliser ces activités, en ayant recours au suivi à distance et en utilisant davantage les outils de collecte de données par téléphonie mobile; le système SCOPE sera utilisé pour la programmation des transferts de type monétaire, et le suivi sera de plus en plus souvent effectué collectivement afin d'obtenir des données plus détaillées à moindre coût.
91. Le bureau de pays mettra en place une unité de suivi et d'évaluation, et chaque bureau auxiliaire disposera d'un assistant à plein temps chargé de ces activités. Un examen à mi-parcours et une évaluation finale du portefeuille d'activités seront réalisés; les évaluations et les examens décentralisés, qui mettront l'accent sur l'égalité des sexes et la protection, porteront sur les activités 5 et 6 en 2018, les activités 2 et 3 en 2019, et l'activité 4 en 2020.

5.2 Gestion des risques

92. Les risques contextuels, programmatiques et institutionnels ainsi que les mesures d'atténuation, seront passés en revue et actualisés périodiquement.

³⁷ Le cadre logique comprend des indicateurs relatifs aux programmes et aux fonds d'affectation spéciale reportés des opérations précédentes.

93. L'insécurité, la hausse du prix du carburant et les fluctuations des taux de change pourraient avoir une incidence sur les mouvements des cargaisons et sur le coût des produits alimentaires importés. Le PAM donnera la priorité aux achats locaux, et il examinera et ajustera régulièrement les dispositions logistiques avec l'appui du bureau régional le cas échéant.
94. La situation économique pourrait compromettre la mise en œuvre des services sociaux par le Gouvernement et, de ce fait, aggraver l'état des personnes les plus vulnérables sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le PAM intensifiera son action humanitaire, s'il y a lieu.
95. Les risques potentiels liés au choix des modalités de transfert – vivres, transferts de type monétaire – seront gérés moyennant un suivi permanent des prix pratiqués sur les marchés et des évaluations sectorielles, en prêtant attention aux questions d'égalité des sexes et de protection, et en définissant des normes communes avec le Gouvernement et les partenaires humanitaires.
96. Les difficultés rencontrées pour acheter des denrées alimentaires et d'autres articles sur les marchés locaux seront surmontées grâce à des mises à jour régulières de la liste des prestataires de services. Pour s'assurer que des partenaires locaux compétents seront disponibles, le PAM sélectionnera les partenaires potentiels au début du PSP et investira en faveur du renforcement des capacités des ONG nationales, en particulier celles qui sont attachées à l'égalité des sexes.
97. L'état de préparation du personnel sera examiné avant le début du PSP, et une formation sera assurée afin de remédier aux lacunes en matière de capacités. Les partenariats et la coopération Sud-Sud permettront de mobiliser des compétences techniques spécialisées supplémentaires, selon les besoins.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)						
Effet direct stratégique	Année 1* 2017	Année 2 2018	Année 3 2019	Année 4 2020	Année 5 2021	Total
1	2 875 148	4 797 411	4 780 219	4 119 970	3 974 007	20 546 756
2	18 118 292	17 280 911	10 488 320	7 892 125	4 816 796	58 596 444
3	6 375 697	13 803 656	14 462 195	14 043 983	13 508 476	62 194 008
4	1 312 461	1 370 487	1 936 443	1 714 491	1 513 518	7 847 400
5	905 981	353 816	0	0	0	1 259 797
6	7 008 358	6 166 678	2 113 399	927 241	996 378	17 212 054
Total	36 595 938	43 772 959	33 780 577	28 697 810	24 809 175	167 656 459

* De juillet à décembre.

98. Le coût total du présent PSP s'élève à 167,7 millions de dollars sur 54 mois. Les effets directs stratégiques 1, 2 et 3 représentent la part la plus importante de ce montant total, car ils nécessitent une forte proportion de transferts de produits alimentaires et de transferts de type monétaire. Les coûts afférents aux effets directs stratégiques 4 et 5 sont liés aux investissements en faveur du développement des capacités nationales dans les domaines de la nutrition et de l'accès des petits exploitants aux marchés. Le coût afférent à l'effet direct stratégique 6 correspond à la demande de services liés à la chaîne d'approvisionnement. Les initiatives en faveur de l'égalité des sexes représenteront 15 pour cent des fonds affectés aux projets.

6.2 Perspectives de financement

99. Le coût du PSP est réaliste et correspond à l'évolution des ressources observée récemment – en moyenne, 33 millions de dollars par an sur les cinq dernières années³⁸, dont 17 millions de dollars de financement alloué à l'aide humanitaire. Les contributions actuellement confirmées ou prévues représentent la moitié des ressources requises pour le PSP.

6.3 Stratégie de mobilisation de ressources et hiérarchisation des priorités pour l'affectation des ressources

100. La stratégie relative à la mobilisation des ressources et aux partenariats, définie après consultation avec les donateurs, sera mise à jour périodiquement: elle consistera notamment à étudier les options de financement direct par le Gouvernement, en s'inspirant de l'exemple du dispositif d'échange de créances contre des programmes de développement utilisé pour le PRONAE.
101. Le PAM étudiera les possibilités de mobiliser des ressources conjointement avec l'UNICEF, le FNUAP, l'OMS et la FAO dans le domaine de la nutrition, et avec l'UNICEF et l'OIT en ce qui concerne la protection sociale.
102. En cas de déficit de financement, dans la mesure du possible, le PAM donnera globalement la priorité aux interventions visant à sauver des vies, suivies de celles qui favorisent l'égalité des sexes et le développement des capacités à long terme. Il pourra également donner la priorité à la réduction des dépenses de personnel et des coûts liés à la présence sur le terrain, et abandonner progressivement les activités sous-financées.

³⁸ Ce chiffre se rapporte à l'ensemble du portefeuille: programme de pays 200286, intervention prolongée de secours et de redressement 200355, fonds d'affectation spéciale 200574 et 200962 et opération bilatérale 200554.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE MOZAMBIQUE (2017-2021)

Texte librement rédigé par le bureau de pays	Éléments du Plan stratégique	Catégories et indicateurs du Cadre de résultats institutionnels
--	------------------------------	---

Pays: Mozambique

Date de démarrage du PSP: 01/07/2017 Date d'achèvement du PSP: 31/12/2021

CADRE LOGIQUE		
But stratégique 1: <i>Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro</i>		
Objectif stratégique 1: <i>Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation</i>		
Résultat stratégique 1: <i>Chacun a accès à la nourriture (Cible 1 de l'ODD 2)</i>		
Cibles nationales des ODD et indicateurs: priorité 5 de l'objectif stratégique 5 du Plan quinquennal du Gouvernement: réduire la vulnérabilité des communautés face aux catastrophes naturelles et au changement climatique.		
Effet direct stratégique 1: <i>Les ménages vivant dans des zones du Mozambique touchées par l'insécurité alimentaire peuvent avoir accès à des aliments nutritifs en quantité suffisante pendant toute l'année, y compris en période de crise</i> <i>Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience</i> <i>Description WINGS: accès des ménages à des aliments nutritifs</i>	Catégorie d'effet direct correspondante 1.3 <i>Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à venir en aide aux populations risquant de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë, transitoire ou chronique</i> 1.3.1 Score de capacité Faim zéro 1.3.2 Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence 1.1.4 Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs 1.1.5 Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille 1.1.6 Indice des stratégies de survie Indicateurs propres au pays: 1. Proportion/nombre de responsables de district formés à l'utilisation des profils de la sécurité alimentaire et de la nutrition à l'échelle des districts et des cartes des risques 2. Nombre de techniques à utiliser pour créer des actifs communautaires durables dans des environnements arides ou semi-arides	Hypothèses i. Le Gouvernement tient compte des connaissances acquises au moment de prendre des décisions de politique générale, de manière à pouvoir subvenir aux besoins essentiels de la population en temps de crise

CADRE LOGIQUE		
Produit 1.1: <i>Le renforcement de la capacité du Gouvernement à établir des plans, à se préparer aux chocs, à y faire face et à s'en relever profite aux personnes vivant dans des zones exposées aux chocs, et les aide à subvenir à leurs besoins essentiels pendant les crises.</i>	<p><i>Catégorie de produit correspondante C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</i></p> <p>C.1 Nombre de personnes ayant reçu une formation</p> <p>C.2 Nombre d'activités de développement des capacités réalisées</p> <p>C.3 Nombre d'activités d'appui technique réalisées</p> <p>Indicateurs propres au pays:</p> <p>C.4 Nombre de personnes (hommes et femmes) formées aux questions relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition, à la réduction des risques de catastrophe et aux bilans communs de pays</p>	s. o.
Produit 2.1: <i>Le renforcement de la capacité du Gouvernement à assurer toute une gamme de services liés aux filets de sécurité profite aux personnes touchées par un choc, et les aide à subvenir à leurs besoins essentiels pendant les crises.</i>	<p><i>Catégorie de produit correspondante C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</i></p> <p>C.1 Nombre de personnes ayant reçu une formation</p> <p>C.2 Nombre d'activités de développement des capacités réalisées</p> <p>C.3 Nombre d'activités d'appui technique réalisées</p> <p>C.4 Nombre de supports de formation mis au point</p> <p>Indicateurs propres au pays:</p> <p>C.5 Nombre de trousseaux d'urgence fournies aux communautés exposées à des risques</p>	s. o.
Produit 2.2: <i>Les communautés exposées à l'insécurité alimentaire ciblées tirent avantage de la construction et/ou de la remise en état d'actifs qui permettent d'améliorer la sécurité alimentaire et de renforcer la résilience face aux chocs naturels et au changement climatique.</i>	<p><i>Catégorie de produit correspondante D: Actifs créés</i></p> <p>D.1 Nombre d'actifs créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées, par type et unité de mesure</p>	s. o.
Produit 2.3: <i>L'amélioration des connaissances sur le plan de la nutrition, des pratiques de soins et de ce qui constitue une alimentation saine profite aux ménages ciblés et les aide à améliorer leur consommation alimentaire et leur état nutritionnel.</i>	<p><i>Catégorie de produit correspondante E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</i></p> <p>E.1 Nombre d'aidants familiaux (hommes et femmes) ciblés ayant reçu trois messages clés diffusés grâce aux informations et aux conseils du PAM</p> <p>E.2 Nombre de personnes ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM</p> <p>E.3 Nombre de personnes recevant des conseils en matière de nutrition fournis avec l'appui du PAM</p>	s. o.

CADRE LOGIQUE		
Produit 2.4: <i>Les communautés exposées à l'insécurité alimentaire ciblées bénéficient de transferts de type monétaire et/ou de transferts de vivres assortis de conditions, qui leur permettent d'améliorer leur consommation alimentaire.</i>	<i>Catégorie de produit correspondante A: Ressources transférées</i> A.1 Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons-produits A.2 Quantité de produits alimentaires fournis A.3 Montant total de l'aide monétaire fournie aux bénéficiaires ciblés A.5 Quantité d'articles non alimentaires distribués A.7 Nombre de détaillants participant aux programmes de transferts de type monétaire	s. o.
Activité 1: <i>Renforcer la capacité du Gouvernement à se préparer aux chocs d'origine météorologique, à y faire face et à s'en relever, au niveau national, infranational et communautaire.</i> <i>Description WINGS: capacité du Gouvernement à faire face aux chocs météorologiques</i>	<i>Catégorie d'activité correspondante 9: Renforcement des capacités institutionnelles</i>	s. o.
Activité 2: <i>Fournir une assistance technique au Gouvernement pour l'aider à mener des programmes de protection sociale aptes à réagir aux chocs et tenant compte des problèmes liés à la faim.</i> <i>Description WINGS: système de protection sociale apte à réagir aux chocs</i>	<i>Catégorie d'activité correspondante 9: Renforcement des capacités institutionnelles</i>	s. o.
But stratégique 1: <i>Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro</i>		
Objectif stratégique 1: <i>Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation</i>		
Résultat stratégique 1: <i>Chacun a accès à la nourriture (Cible 1 de l'ODD 2)</i>		
Cibles nationales des ODD et indicateurs: priorité 5 de l'objectif stratégique 5 du Plan quinquennal du Gouvernement: réduire la vulnérabilité des communautés face aux catastrophes naturelles et au changement climatique.		
Effet direct stratégique 2: <i>Les personnes touchées par un choc au Mozambique peuvent subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant une crise et immédiatement après</i> <i>Prise en compte de la nutrition: oui</i> <i>Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise</i> <i>Description WINGS: les personnes sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels</i>	<i>Catégorie d'effet direct correspondante 1.1: Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante</i> 1.1.1 Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille 1.1.2 Indice des stratégies de survie 1.1.3 Part des dépenses consacrées à l'alimentation 1.1.4 Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs 2.1.6 Score de consommation alimentaire – nutrition	i. Le PAM s'assure des ressources financières pour pouvoir intervenir comme il le faut pendant la crise

CADRE LOGIQUE

- | | | |
|--|--|--|
| | <p>3.1.1 Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)</p> <p>5.1.4 Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération, de mortalité, d'abandon du traitement et de non-réaction au traitement</p> <p>Indicateurs propres au pays:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre et pourcentage de participants aux programmes qui indiquent avoir davantage accès à des moyens de crédit officiels ou informels, par rapport au niveau de référence établi avant la mise en place du projet 2. Nombre et pourcentage de bénéficiaires ciblés dont la production agricole s'est accrue depuis le début du projet 3. Nombre et pourcentage de bénéficiaires ayant leur propre entreprise ou travaillant à leur compte depuis plus de 6 mois ou (dans le cas des programmes pluriannuels) plus de 12 mois 4. Nombre et pourcentage de bénéficiaires mettant à profit des compétences acquises dans le cadre d'une formation professionnelle axée sur la génération de revenus dans les six mois suivant la fin de ladite formation 5. Nombre et pourcentage de participants aux programmes qui indiquent avoir davantage accès aux installations de groupage et de traitement 6. Nombre et pourcentage de participants aux programmes qui indiquent avoir davantage accès à l'information sur les marchés 7. Nombre et pourcentage de participants aux programmes qui indiquent avoir davantage accès à l'information sur les marchés 8. Prise en compte dans le plan de développement des districts et le projet consacré à l'infrastructure rurale devant être financé par l'Union européenne des lacunes les plus graves en matière d'infrastructure/installations se rapportant aux moyens d'existence recensées dans le cadre du projet 9. Nombre de bénéficiaires qui se disent satisfaits du niveau de sécurité sur les lieux où ils se trouvent et aux alentours, ventilé par âge et par sexe 10. Nombre et pourcentage de demandeurs d'asile/réfugiés qui ont été naturalisés en toute légalité | |
|--|--|--|

CADRE LOGIQUE		
	11. Nombre moyen de jours de classe par mois au cours desquels les enfants ont reçu des aliments multi-enrichis ou au moins quatre groupes d'aliments 12. Proportion de garçons et de filles qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires bénéficiant d'une assistance du PAM 13. Taux de fréquentation (pour les garçons et les filles) dans les écoles primaires bénéficiant d'une assistance du PAM 14. Utilisation effective des services axés sur la récupération nutritionnelle	
<p>Produit 3.1: Les personnes touchées par un choc bénéficient de transferts de type monétaire et/ou de transferts de vivres non assortis de conditions, qui leur permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.</p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante A: Ressources transférées</i></p> A.1 Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons-produits A.2 Quantité de produits alimentaires fournis A.3 Montant total de l'aide monétaire fournie aux bénéficiaires ciblés A.5 Quantité d'articles non alimentaires distribués A.6 Nombre d'institutions recevant une assistance A.7 Nombre de détaillants participant aux programmes de transferts de type monétaire <p>Indicateurs propres au pays:</p> 1. Présentation du rapport d'évaluation du secteur financier au Comité directeur de projet 2. Nombre de demandeurs d'asile/réfugiés qui indiquent avoir adhéré à une nouvelle association d'épargne et de prêt pendant la période couverte par le projet 3. Établissement d'un comité chargé du développement économique qui se réunit au moins trois fois pendant la période couverte par le projet 4. Présentation au Comité directeur de projet de rapports d'analyse des chaînes de valeur 5. Nombre de semis transférés de pépinières aux bénéficiaires du projet 6. Amélioration de l'accès à l'eau signalée par les bénéficiaires du projet	s. o.

CADRE LOGIQUE

	<ol style="list-style-type: none"> 7. Taux de fréquentation des stages de formation consacrés à l'amélioration de la production et aux techniques permettant d'économiser l'eau 8. Taux de fréquentation des stages de formation consacrés à la création d'une petite entreprise 9. Valeur en dollars des fonds transférés aux bénéficiaires des projets pour la mise en place de petites activités commerciales 10. Enregistrement en bonne et due forme d'une association/coopérative 11. Mise en place d'une unité totalement fonctionnelle de traitement et de conditionnement 12. Nombre de négociants locaux qui participent aux manifestations publiques organisées 13. Nombre de cartes produites et diffusées parmi les parties prenantes locales 14. Taux de fréquentation des ateliers organisés (par rapport à la valeur cible) 15. Nombre de personnes participant aux consultations 16. Présentation au Comité directeur de projet des constatations et recommandations issues des missions réalisées 17. Nombre de réunions tenues avec des représentants des pouvoirs publics pour évoquer la question de la naturalisation 18. Nombre de groupes sanitaires signalant des ruptures de stocks 19. Nombre de personnes formées dans les domaines suivants: malnutrition aiguë modérée, alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, prévention du paludisme et assainissement 	
<p>Produit 3.2: <i>Les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition qui sont touchés par un choc reçoivent des aliments nutritifs spécialisés permettant de traiter la malnutrition aiguë et de réduire ses taux.</i></p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante B: Aliments nutritifs fournis</i></p> <ol style="list-style-type: none"> B.1 Quantité de produits alimentaires enrichis fournis B.2 Quantité d'aliments nutritifs spécialisés fournis <p><i>Catégorie de produit correspondante A: Ressources transférées</i></p> <ol style="list-style-type: none"> A.1 Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons-produits 	<p>s. o.</p>

CADRE LOGIQUE

<p>Produit 3.3: <i>L'amélioration des connaissances sur le plan de la nutrition, des pratiques de soins et de ce qui constitue une alimentation saine profite aux personnes touchées par un choc et les aide à améliorer leur état nutritionnel.</i></p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</i></p> <p>E.1 Nombre d'aidants familiaux (hommes et femmes) ciblés ayant reçu trois messages clés diffusés grâce aux informations et aux conseils du PAM</p> <p>E.2 Nombre de personnes ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM</p> <p>E.3 Nombre de personnes recevant des conseils en matière de nutrition fournis avec l'appui du PAM</p>	s. o.
<p>Activité 3: <i>Assurer des transferts monétaires et/ou alimentaires aux ménages vulnérables touchés par une crise.</i> <i>Description WINGS: fourniture d'espèces ou de vivres aux ménages</i></p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante 1: Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture</i></p>	s. o.
<p>But stratégique 1: <i>Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro</i></p>		
<p>Objectif stratégique 1: <i>Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation</i></p>		
<p>Résultat stratégique 1: <i>Chacun a accès à la nourriture (Cible 1 de l'ODD 2)</i></p>		
<p>Cibles nationales des ODD et indicateurs: principal objectif du programme national d'alimentation scolaire (PRONAE); réduire durablement les incidences négatives de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans le secteur de l'éducation</p>		
<p>Effet direct stratégique 3: <i>Les enfants qui vivent dans des zones touchées par l'insécurité alimentaire chronique ont accès à des aliments nutritifs pendant toute l'année</i> <i>Prise en compte de la nutrition: oui</i> <i>Domaine d'action privilégié: causes profondes</i> <i>Description WINGS: les enfants ont accès à des aliments nutritifs</i></p>	<p><i>Catégorie d'effet direct correspondante 1.3 Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à venir en aide aux populations risquant de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë, transitoire ou chronique</i></p> <p>1.3.1 Score de capacité Faim zéro</p> <p>Indicateurs propres au pays:</p> <p>1. Nombre moyen de jours de classe par mois au cours desquels les enfants ont reçu des aliments multi-enrichis ou au moins quatre groupes d'aliments</p> <p>2. Proportion de garçons et de filles qui poursuivent leurs études dans les écoles primaires bénéficiant d'une assistance du PAM</p> <p>3. Taux de fréquentation (pour les garçons et les filles) dans les écoles primaires bénéficiant d'une assistance du PAM</p> <p>4. Taux de passage dans la classe supérieure (pour les garçons et les filles) dans les écoles primaires bénéficiant d'une assistance du PAM</p>	<p>i. Le Gouvernement continue de financer le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale</p>

CADRE LOGIQUE		
<p>Produit 4.1: L'amélioration de la capacité de conception, de financement et d'exécution du Gouvernement profite aux écoliers ciblés par le programme national d'alimentation scolaire utilisant la production locale, et contribue à faire en sorte que leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels soient satisfaits et à augmenter les taux de fréquentation scolaire et de poursuite des études.</p> <p>ODD 4: éducation de qualité</p>	<p>Catégorie de produit correspondante C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p> <p>C.1 Nombre de personnes ayant reçu une formation</p> <p>C.2 Nombre d'activités de développement des capacités réalisées</p> <p>C.3 Nombre d'activités d'appui technique réalisées</p>	s. o.
<p>Produit 4.2: Les écoliers ciblés par le PAM reçoivent un repas nutritif chaque jour où ils se rendent à l'école, ce qui permet de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et d'augmenter les taux de fréquentation scolaire et de poursuite des études.</p> <p>ODD 4: éducation de qualité</p>	<p>Catégorie de produit correspondante A: Ressources transférées</p> <p>A.1 Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant des produits alimentaires/des transferts de type monétaire/des bons-produits</p> <p>A.2 Quantité de produits alimentaires fournis</p> <p>A.5 Quantité d'articles non alimentaires distribués</p> <p>A.6 Nombre d'institutions recevant une assistance</p>	s. o.
<p>Produit 4.3: L'amélioration des connaissances sur le plan de la nutrition, des pratiques de soins et de ce qui constitue une alimentation saine profite aux écoliers ciblés et contribue à améliorer leur état nutritionnel.</p>	<p>Catégorie de produit correspondante E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</p> <p>E.1 Nombre d'aidants familiaux (hommes et femmes) ciblés ayant reçu trois messages clés diffusés grâce aux informations et aux conseils du PAM</p> <p>E.2 Nombre de personnes ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM</p> <p>E.3 Nombre de personnes recevant des conseils en matière de nutrition fournis avec l'appui du PAM</p>	s. o.
<p>Activité 4: Renforcer les capacités des organismes gouvernementaux chargés du programme national d'alimentation scolaire utilisant la production locale.</p> <p>Description WINGS: fourniture d'espèces ou de vivres aux ménages</p>	<p>Catégorie d'activité correspondante 4: Repas scolaires</p>	s. o.

CADRE LOGIQUE

But stratégique 1: <i>Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro</i>		
Objectif stratégique 2 <i>Améliorer la nutrition</i>		
Résultat stratégique 2 <i>Personne ne souffre de malnutrition (cible 2 de l'ODD 2)</i>		
Cibles nationales des ODD et indicateurs: priorité 2 de l'objectif stratégique 2 du Plan quinquennal du Gouvernement: élargir l'accès aux services de santé et en améliorer la qualité, et faire reculer la mortalité maternelle, la malnutrition chronique, le paludisme, la tuberculose, le VIH et les maladies évitables		
<p>Effet direct stratégique 4: <i>D'ici à 2021, l'état nutritionnel des personnes ciblées dans les zones prioritaires du Mozambique s'améliore en conformité avec les objectifs nationaux</i> <i>Domaine d'action privilégié: causes profondes</i> <i>Description WINGS: l'état nutritionnel des personnes s'améliore</i></p>	<p><i>Catégorie d'effet direct correspondante 2.3: Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à recenser, cibler et aider les populations en situation de vulnérabilité sur le plan nutritionnel</i></p> <p>2.4 Score de capacité Faim zéro</p> <p>Indicateurs propres au pays:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Farine de blé destinée à la préparation du pain produite localement par 7 entreprises, ayant été enrichie 2. Pourcentage de l'huile végétale produite localement par 10 raffineries ayant été enrichie 3. Pourcentage du sucre produit en vue d'une consommation locale ayant été enrichi 4. Pourcentage de la farine de maïs produite localement par 15 grands et moyens minotiers ayant été enrichie 	<p>i. Le Gouvernement exploite les connaissances transférées dans le cadre des politiques et programmes relatifs à la nutrition</p>
<p>Produit 5.1: <i>Le renforcement de la capacité nationale à lutter contre le retard de croissance et les carences en micronutriments, fondée sur des données factuelles, profite aux populations vulnérables du Mozambique et contribue à améliorer leur état nutritionnel.</i></p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</i></p> <p>C.1 Nombre de personnes ayant reçu une formation C.2 Nombre d'activités de développement des capacités réalisées C.3 Nombre d'activités d'appui technique réalisées</p> <p>Indicateurs propres au pays:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre de minotiers assurant l'enrichissement de la farine de blé 2. Nombre de sociétés remplissant les conditions requises qui assurent l'enrichissement de l'huile 3. Raffineries de sucre assurant l'enrichissement du sucre destiné à un usage domestique 4. Moyens et grands minotiers assurant l'enrichissement de la farine de maïs 	<p>s. o.</p>

CADRE LOGIQUE

<p>Produit 5.2: <i>L'amélioration des connaissances sur le plan de la nutrition, des pratiques de soins et de ce qui constitue une alimentation saine profite aux populations vulnérables du Mozambique et contribue à améliorer leur état nutritionnel.</i></p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</i></p> <p>E.2 Nombre de personnes ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM</p> <p>Produits spécifiques au pays:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Nombre d'émissions de radio communautaires diffusées dans le cadre du programme de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, par an et par district 2. Nombre moyen de travailleurs sanitaires, nouveaux et existants, (au moins 50 pour cent de femmes) formés (par district), dans le cadre du programme de communication visant à faire évoluer la société et les comportements. 3. Nombre de dispensaires (dans les districts où le projet est mis en œuvre) recevant un appui dans les domaines de la surveillance de la croissance et de la promotion de l'éducation nutritionnelle de la part des travailleurs sanitaires communautaires formés dans le cadre du programme de communication visant à faire évoluer la société et les comportements 	s. o.
<p>Activité 5: <i>Renforcer les capacités des organismes gouvernementaux qui mettent en œuvre la stratégie nationale de lutte contre le retard de croissance et les carences en micronutriments, et leur apporter une assistance technique.</i></p> <p><i>Description WINGS: capacités du gouvernement en matière de lutte contre le retard de croissance</i></p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante 6: Prévention de la malnutrition</i></p>	s. o.

CADRE LOGIQUE

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro		
Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire		
Résultat stratégique 3: La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent grâce à l'augmentation de la productivité et des revenus (Cible 3 de l'ODD 2)		
Cibles nationales des ODD et indicateurs: priorité 2 de l'objectif stratégique 1 du Plan quinquennal du Gouvernement: promouvoir l'accroissement de la productivité dans le secteur de l'agriculture familiale en vue d'augmenter son intégration dans le marché		
<p>Effet direct stratégique 5: D'ici à 2021, les moyens d'existence des petits exploitants ciblés dans le nord et le centre du Mozambique s'améliorent</p> <p>Prise en compte de la nutrition: oui</p> <p>Domaine d'action privilégié: causes profondes</p> <p>Description WINGS: les moyens d'existence des agriculteurs s'améliorent</p>	<p><i>Catégorie d'effet direct correspondante 3.1: Augmentation de la production et des ventes des petits exploitants</i></p> <p>3.1.1 Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM</p> <p>3.1.2 Proportion de pertes après récolte</p> <p>3.1.3 Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM</p> <p>3.1.8 Pourcentage de petits exploitants ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives, ventilé par sexe</p> <p>Indicateurs propres au pays:</p> <p>1. Pourcentage de vivres livrés par les organisations paysannes qui répondent aux normes du PAM</p>	<p>i. Des financements sont disponibles pour appuyer l'exécution des programmes</p>
<p>Produit 6.1: L'appui apporté par le PAM à la chaîne de valeur profite aux petits exploitants ciblés et leur permet d'accéder plus facilement à des marchés rentables et d'accroître leurs revenus.</p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</i></p> <p>C.1 Nombre de personnes ayant reçu une formation</p> <p>C.2 Nombre d'activités de développement des capacités réalisées</p> <p>C.3 Nombre d'activités d'appui technique réalisées</p> <p>Indicateurs propres au pays:</p> <p>1. Nombre de contrats d'achat signés entre organisations paysannes et moyens et gros acheteurs</p>	<p>s. o.</p>
<p>Produit 6.2: L'amélioration des connaissances sur le plan de la nutrition, des pratiques de soins et de ce qui constitue une alimentation saine profite aux ménages de petits exploitants ciblés et contribue à améliorer leur état nutritionnel.</p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées</i></p> <p>E.2 Nombre de personnes ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM</p> <p>E.3 Nombre de personnes recevant des conseils en matière de nutrition fournis avec l'appui du PAM</p>	<p>s. o.</p>

CADRE LOGIQUE		
<p>Activité 6: Renforcer les capacités de regroupement, de commercialisation et de prise de décisions des petits exploitants, en mettant l'accent sur les femmes.</p> <p>Description WINGS: renforcer les capacités des petits exploitants</p>	<p>Catégorie d'activité correspondante 7: Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants</p>	s. o.
Résultats transversaux		
<p>Résultat transversal 1: Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences</p>	<p>C.1.1. Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)</p> <p>C.1.2. Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes</p>	
<p>Résultat transversal 2: Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité</p>	<p>C.2.1. Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection</p>	
<p>Résultat transversal 3: L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM</p>	<p>C.3.1. Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert</p> <p>C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)</p> <p>C.3.3. Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité</p>	
<p>Résultat transversal 4: Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement</p>	<p>C.4.1. Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin</p>	

CADRE LOGIQUE

But stratégique 2: *Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD*

Objectif stratégique 5: *Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD*

Résultat stratégique 8: *Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforce l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD (Cible 16 de l'ODD 17)*

Cibles nationales des ODD et indicateurs: priorité 2 de l'objectif stratégique 1 du Plan quinquennal du Gouvernement: promouvoir l'accroissement de la productivité dans le secteur de l'agriculture familiale en vue d'augmenter son intégration dans le marché

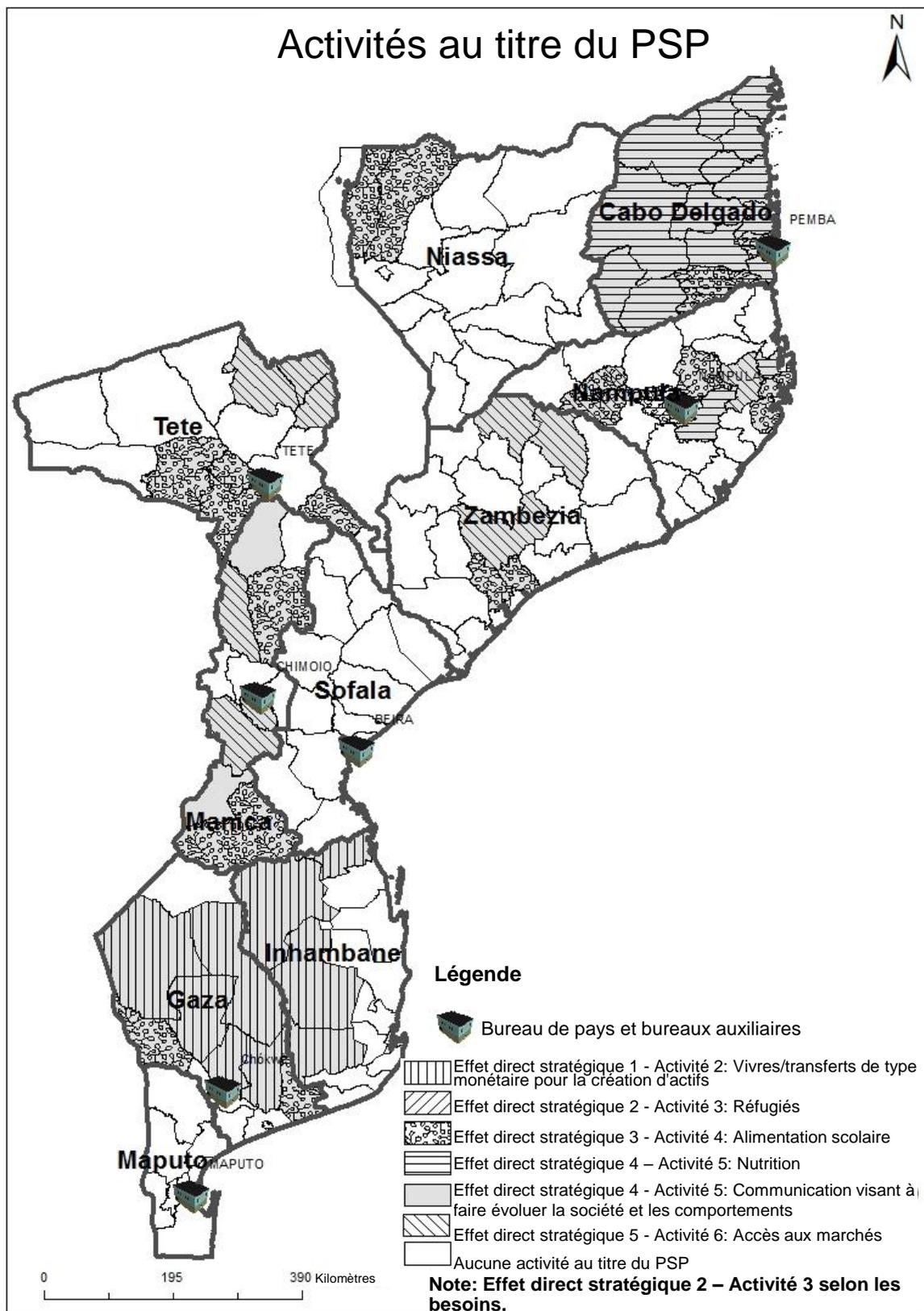
<p>Effet direct stratégique 6: <i>Le travail des partenaires de l'action humanitaire et du développement au Mozambique est facilité de manière fiable grâce à la mise à disposition de compétences spécialisées et de services efficaces et efficients liés à la chaîne d'approvisionnement et aux technologies de l'information et des communications</i></p> <p><i>Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience</i></p> <p><i>Description WINGS: les partenaires bénéficient des compétences spécialisées du PAM</i></p>	<p><i>Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration des plateformes de coordination communes</i></p> <p>8.1.1 Taux de satisfaction des usagers</p>	<p>i. Le PAM parvient à fournir sans interruption des compétences spécialisées et des services efficaces et efficients liés à la chaîne d'approvisionnement et aux technologies de l'information et des communications</p>
<p>Produit 7. 1: <i>La fourniture par le PAM au Gouvernement et aux autres partenaires de services et de compétences spécialisées liés à la chaîne d'approvisionnement et aux technologies de l'information profite aux communautés vulnérables et contribue à améliorer l'efficacité des programmes de développement et d'action humanitaire.</i></p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante H: Services et plateformes partagés mis à disposition</i></p> <p>H.1 Nombre de services partagés fournis, par type</p> <p>H.2 Nombre de modules dirigés par le PAM en service, par type</p> <p>H.4 Volume total des cargaisons transportées</p> <p>H.5 Pourcentage de la capacité de fret mise à disposition par rapport à la capacité totale demandée</p> <p>H.6 Pourcentage de la charge marchande utilisée par rapport à la capacité disponible</p> <p>H.7 Nombre total de passagers transportés</p> <p>H.8 Nombre de systèmes informatiques et de télécommunications d'urgence établis, par type</p> <p>Indicateurs propres au pays:</p> <p>1. Quantité de mélange maïs-soja enrichi (CSB+) aux points d'achat/de stockage et partout où les besoins l'exigent conformément aux normes du PAM, ventilée par type de programme (programme classique ou intervention d'urgence)</p> <p>2. Quantité de CSB+ livrée à des structures sanitaires, ventilée par type de programme (programme classique ou intervention d'urgence)</p>	<p>s. o.</p>

CADRE LOGIQUE		
	3. Quantité de CSB+ endommagée, perdue ou périmée avant d'être livrée aux structures sanitaires, ventilée par type de programme (programme classique ou intervention d'urgence)	
Produit 7.2: <i>L'accroissement des capacités du Gouvernement et des autres partenaires sur le plan de la chaîne d'approvisionnement profite aux communautés vulnérables et contribue à améliorer l'efficacité des programmes de développement et d'action humanitaire.</i>	<i>Catégorie de produit correspondante C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</i> C.1 Nombre de personnes ayant reçu une formation C.2 Nombre d'activités de développement des capacités réalisées C.3 Nombre d'activités d'appui technique réalisées	s. o.
Activité 7: <i>Assurer des services liés à la chaîne d'approvisionnement aux partenaires de l'action humanitaire et du développement.</i> <i>Description WINGS: assurer aux partenaires des services liés à la chaîne d'approvisionnement</i>	<i>Catégorie d'activité correspondante 10: Prestation de services et plateformes</i>	s. o.

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS (<i>en dollars</i>)							
Résultats stratégiques du PAM/cibles des ODD	Résultat stratégique 1/ cible 1 de l'ODD 2			Résultat stratégique 2/ cible 2 de l'ODD 2	Résultat stratégique 3/ cible 3 de l'ODD 2	Résultat stratégique 8/ cible 16 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	Effet direct stratégique 5	Effet direct stratégique 6	
Transferts	11 939 628	42 323 023	46 638 339	4 207 009	929 470	13 969 469	120 006 939
Mise en œuvre	5 376 149	7 855 401	5 578 342	2 400 571	178 189	915 428	22 304 080
Coûts d'appui directs ajustés (%)	1 886 798	4 584 607	5 908 561	726 438	69 721	1 201 135	14 377 261
Total partiel	19 202 575	54 763 032	58 125 241	7 334 019	1 177 380	16 086 032	156 688 279
Coûts d'appui indirects (7%)	1 344 180	3 833 412	4 068 767	513 381	82 417	1 126 022	10 968 180
Total	20 546 756	58 596 444	62 194 008	7 847 400	1 259 797	17 212 054	167 656 459

ANNEXE III



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
INGC	Institut national de gestion des catastrophes
ODD	objectif de développement durable
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PRONAE	Programme national d'alimentation scolaire
PSP	plan stratégique de pays
SETSAN	Secrétariat technique chargé de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance